

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

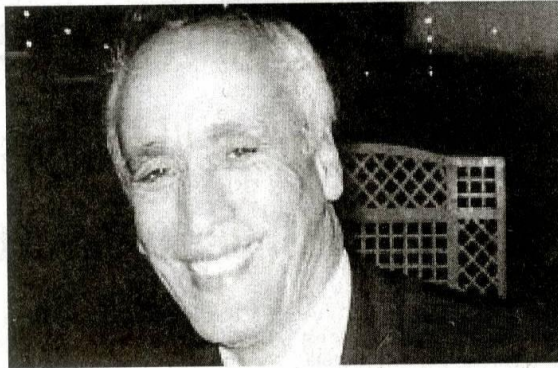
المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

19/10/2012

Mohammed Kenbib, coordinateur scientifique  
 du Colloque sur la Maison de l'Histoire du Maroc :

**« L'un des objectifs du Colloque a été de souligner l'importance, cruciale, de la contribution des historiens de métier à l'écriture et la réécriture de l'Histoire »**

Casablanca a été choisie pour abriter une nouvelle institution nationale d'envergure, la Maison de l'Histoire du Maroc s'inscrivant dans le cadre de l'application des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation pour répondre à la « demande sociale » en matière de mémoire et d'histoire marocaine. L'un de ses objectifs essentiels de ce projet est de retracer par le menu ce qui s'est passé dans le Maroc contemporain durant la période 1956-1999 en partant du fait que le principe de devoir de mémoire relève des Droits de l'Homme. Encore au stade de préfiguration, initié par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), ce projet structurant sera érigé comme un musée d'histoire du Maroc d'un genre nouveau. Un colloque a été organisé les 13 et 14 octobre à Casablanca par le CNDH où une cinquantaine de chercheurs dans plusieurs domaines furent invités pour débattre d'un projet qui doit contribuer au rayonnement de la capitale économique. Dans l'entretien suivant Mohammed Kenbib historien enseignant à l'Université Mohammed V, coordonnateur scientifique du colloque revient sur le rapport de synthèse des travaux dont les actes seront publiés prochainement :



l'histoire immédiate. Et ce dans une sorte d'approche croisée associant l'histoire en tant que discipline ayant ses propres critères et sa propre approche à d'autres sciences humaines et sociales ; l'une des problématiques fondamentales partagées par tous étant la difficile et délicate question de la conception et des modalités de « transmission » des connaissances et du savoir historiques et de leur mise à la disposition du grand public.

Une insistance particulière a été mise, dans la synthèse élaborée par le président du CNDH, Driss El Yazami, sur ce dernier point – ce qu'on appelle communément la vulgarisation, c'est-à-dire rendre le savoir historique acces-

sible au plus grand nombre de manière aussi intelligente et attrayante que possible. De toute évidence, c'est une opération extrêmement délicate qui nécessite beaucoup de réflexion, d'ingéniosité et d'échanges et, bien sûr, le recours à des spécialistes en ingénierie culturelle, en muséologie et en muséographie, en sus de pédagogues et de didacticiens.

Il faudrait s'empresser d'ajouter que le projet porte sur une « Maison de l'Histoire ». Il ne s'agit pas d'un espace clos où l'on présenterait des pans ou des aspects de l'histoire du Maroc de manière statique. Ce sera un espace « vivant et dynamique » où l'interactivité aura sa place, de plein droit si je puis dire. La recherche scientifique y sera intégrée.

Après avoir souligné la dimension structurante du projet et les options qui s'offrent pour sa « localisation » et l'édification de la future Maison de l'Histoire, le président du CNDH a également insisté sur la mobilisation que requièrent sa concrétisation et les ressources nécessaires qu'il conviendra de rassembler à cet effet. Il est évident que cette institution est, pour parler simplement, l'affaire de tous. Comme l'est d'ailleurs l'histoire en tant que telle. D'autant qu'elle est partie intégrante des réponses à l'accroissement de la « demande sociale » en la matière.

**- Les travaux du colloque ont-ils donné les fruits escomptés permettant d'approcher plus ou moins une représentation de ce que doit être la future Maison de l'Histoire ?**

-L'un des objectifs de ce colloque était de souligner l'importance, cruciale à mon sens, de la contribution des historiens de métier à l'écriture et la ré-écriture de l'histoire. La rigueur scientifique et l'impartialité sont au cœur de leur démarche. Compte tenu de l'envergure du projet « Maison de l'Histoire du Maroc », c'est en toute légitimité qu'il fallait solliciter leur concours au premier chef. A l'instar de collègues d'autres disciplines, ils ont répondu avec enthousiasme et talent à l'appel qui leur a été adressé. Tous les panels de ce colloque ont été riches et stimulants.

Suite en page 7

**-Les objectifs du colloque ont-ils été atteints ?**

-Il est difficile d'évaluer « à chaud » les résultats de cette manifestation scientifique d'envergure à laquelle ont contribué des historiens, des sociologues, des anthropologues, des géographes, des linguistes, des philosophes, des didacticiens, et des romanciers, ainsi que des conservateurs d'archives et de musées. Ce que l'on a pu constater sur place, et d'après les échos recueillis auprès du public ayant suivi les communications présentées par les intervenants des huit Tables rondes inscrites au programme, c'est le grand intérêt suscité par les thèmes abordés par les chercheurs ayant répondu à l'invitation du CNDH et les éclairages qu'ils ont apportés à diverses problématiques essentielles.

Les approches des uns et des autres se sont inscrites dans la pluri-disciplinarité. Elles ont reflété l'esprit qui préside à la conception générale sur laquelle se fonde, sur le plan scientifique, ce beau projet qu'est la Maison de l'Histoire du Maroc. Rassembler des spécialistes de renom et lancer le débat entre eux avant d'associer à ces échanges d'autres parties était effectivement l'un des objectifs du programme. Je laisse au public présent à cette manifestation le soin de formuler des appréciations quant à la nature des communications qu'il a écoutées et des débats auxquels il a pris part.

**-Quels points importants peut-on tirer du rapport de synthèse ?**

-La synthèse présentée lors de la séance de clôture par le président du CNDH, Mr Driss El Yazami, a mis en évidence ce premier acquis, c'est-à-dire l'apport d'universitaires à la réflexion sur divers thèmes et séquences de l'histoire du Maroc à diverses époques, y compris le Temps présent et



Mohammed Kenbib, coordinateur scientifique  
du Colloque sur la Maison de l'Histoire du Maroc :

**« L'un des objectifs du Colloque a été de souligner l'importance, cruciale, de la contribution des historiens de métier à l'écriture et la réécriture de l'Histoire »**

**Suite de la page 6**

C'est là un acquis extrêmement important. Et c'est précisément à l'occasion de la présentation des communications et des débats qui s'en sont suivis qu'ont été évoquées les questions de « scénographie » et de mise à la disposition du public non seulement de la connaissance historique mais aussi de son initiation aux fondements de la démarche qui préside à la production historiographique, notamment la logique et l'esprit critique. Ce sera là la contribution des historiens et de la Maison de l'Histoire à la formation de citoyens au fait de leur histoire et des conditions de formation de la nation marocaine, respectueux des différences, conscients de leurs droits et devoirs, et ouverts sur le monde et sur l'Autre.

**-Y'aurait-il d'autres manifestations autour de ce grand projet ?**

-Le président du CNDH a fait état de la suite de cette étape de préfiguration du projet. Pour ce qui relève du volet scientifique, il s'agira dans un premier temps de publier les Actes du colloque et de les mettre dès que possible à la disposition de nos concitoyens. Leur parution sera l'occasion de rencontres pour présenter leur contenu et en débattre.

Ce qu'il conviendrait aussi de retenir, à mon sens, des perspectives esquissées lors de la séance de clôture c'est que les manifestations culturelles que la Maison de l'Histoire du Maroc pourrait programmer ne devraient pas nécessairement attendre le lancement des travaux de cette Maison. Il serait utile d'en organiser dans d'autres espaces et d'autres lieux de concert avec diverses institutions désireuses de contribuer à la promotion de l'histoire en tant que composante de la culture. Les médias qui le souhaitent pourraient être, en l'occurrence, d'excellents partenaires et, comme l'étymologie du terme « media » l'indique, des relais et des partenaires de première importance. Malgré des différences notables d'approches et les spécificités respectives des métiers d'historien et de journaliste, il existe d'ailleurs entre eux divers niveaux de convergence. En témoigne, exemple entre autres, le fait que des journalistes se muent en historiens et que des historiens fassent bon usage des médias en s'associant à la réalisation de documentaires ou en animant des émissions de télévision dédiées à l'histoire. En sus, bien évidemment, de la publication de revues d'histoire destinées tant aux spécialistes qu'au grand public.

**Entretien réalisé par  
Saïd AFOULOUS**

# « L'Histoire, même au singulier, est en fait un pluriel »

**MÉMOIRE** La Maison de l'Histoire du Maroc est un nouveau projet issu des recommandations de l'IER. Dans le cadre de ces recommandations, la Direction des Archives du Maroc avait vu le jour en 2011. Entretien avec son directeur, **Jamaa Baida**.

PROPOS RECUEILLIS PAR RIME EL JADIDI

Le projet de création d'une Maison de l'Histoire du Maroc est en préparation. Ce projet est le résultat des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) qui avait été émises en 2005 afin de garantir la non répétition des violations des droits de l'Homme. Ces recommandations allaient du droit à un procès équitable à la présomption d'innocence en passant par la lutte contre l'impunité. Figuraient également des recommandations relatives à la mémoire collective, notamment « *la préservation des archives de l'IER et des archives publiques* ». L'un des premiers projets issus de ces recommandations est celui de la Direction des archives du Maroc. Elle avait vu le jour en mai 2011 mais manque à ce jour d'infrastructures et de budget. La loi sur les archives, également issue des recommandations de l'IER, a été promulguée en 2007 mais n'est toujours pas encore entrée en vigueur.

Parmi les autres réalisations issues de l'IER, la création d'un master en histoire contemporaine en 2009, et d'un doctorat en 2012. En novembre, un centre d'études de l'histoire contemporaine verra le jour. La création de trois musées régionaux (dans les régions du Rif, du sud-est et des provinces sahariennes) est également prévue. *Le Soir échos* fait le point avec Jamaa Baida, directeur des Archives du Maroc. Il répond à nos questions de part son statut à la tête de cette institution, mais également en tant qu'historien.

**La Maison de l'Histoire du Maroc sera créée dans le cadre**

**« Cette maison doit donc être celle de tous les Marocains avec leurs différents pans culturels qui font la richesse de notre patrimoine, un patrimoine ouvert sur son environnement régional et sur le monde ».**



**des recommandations de l'IER. Sachant que la création de la direction des archives s'est faite dans ce même cadre, quelle évaluation pouvez-vous faire de la réussite de ce premier projet ?**

Effectivement, l'établissement Archives du Maroc est un fruit des recommandations de l'IER. Il s'agissait pour cette instance de créer non seulement une institution ayant pour prérogative de sauvegarder le patrimoine archivistique national à des fins administratives, scientifiques, sociales et culturelles, mais encore de veiller à la bonne gestion des archives courantes et intermédiaires comme pilier d'un État moderne engagé dans le processus de démocratie. Il est trop tôt pour faire une évaluation objective de notre action car nous sommes encore à la phase de la mise en place de l'établissement

(infrastructures et personnel).

**De part votre expérience à la direction des archives, quelles recommandations pourriez-vous donner pour une réussite de ce nouveau projet de Maison de l'Histoire ?**

Une Maison de l'Histoire du Maroc est un projet ambitieux, une belle aventure dans laquelle doit prévaloir l'approche scientifique loin de toutes interférences idéologiques, sans omettre de prendre en considération que le mot « *Histoire* », même au singulier, est en fait un pluriel. Cette maison doit donc être celle de tous les Marocains avec leurs différents pans culturels qui font la richesse de notre patrimoine, un patrimoine ouvert sur son environnement régional et sur le monde.

**A quel degré sera impliquée la Direction des archives dans ce nouveau projet ? Y aura-t-il col-**

**laboration et/ou complémentarité ?**

Une Maison d'histoire - ou un musée d'histoire - puise sa crédibilité, dans une large mesure, dans la recherche historique qui, elle-même, se base principalement sur les archives qui sont à la fois le label de l'authenticité des faits et des objets présentés au public et un support utilisé à des fins muséographiques. Par conséquent, les deux établissements sont appelés à collaborer étroitement.

**En tant qu'historien, quelle valeur ajoutée peut avoir une Maison de l'histoire, plus que des musées ? Ne serait-il pas meilleur de développer des musées dans les régions afin d'inculquer la culture du musée ?**

A ma connaissance, les contours du projet ne sont pas encore définis avec précision. Il reviendra à un comité scientifique pluridisciplinaire de se pencher sérieusement sur cette question. Mais,



Jamaa Baida.

a priori, rien n'empêche qu'une Maison de l'Histoire soit à la fois un espace d'activités culturelles à caractère historique et un musée national d'histoire générale reflétant la diversité et la richesse patrimoniale du pays. Ceci n'est nullement contradictoire avec le développement de musées régionaux qui auront une autre vocation dans le cadre de la régionalisation avancée. ♦



# تقرير صادم عن وضعية مستشفيات الأمراض العقلية بالمغرب

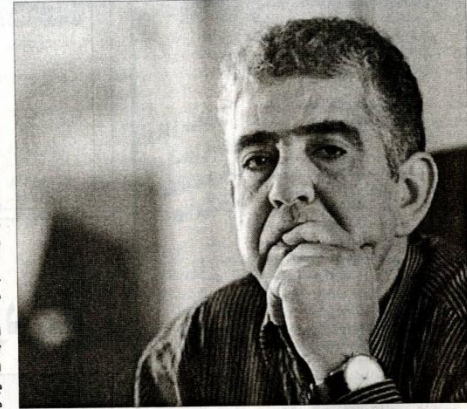
أوساخ وأغذية رديئة وضعف التطبيب وأخطار تحييط بالمرضى



هذا النوع من المؤسسات الاستشفائية. كما أكد التقرير المذكور أن أغلب المؤسسات لا تتوفر على سيارة إسعاف لنقل المرضى أو إجلائهم في حالات الطوارئ أو في حالة تعرضهم لأمراض عضوية. وبشكل عام، إذا كان هذا الوضع لا يطرح مشكلا بالنسبة للمؤسسات الموجودة داخل مستشفى متعدد التخصصات، فإن الأمر يختلف تماما إذا كان مستشفى الأمراض العقلية مستقلا أو معرولا كما هو الحال بالنسبة لمستشفى الأمراض العقلية في تطوان أو مستشفى تيط مليل الذي يوجد داخل المجال القروي مما يجعل الوصول إليه أمرا في غاية الصعوبة خاصة وأن الطريق التي تؤدي إليه غير معبدة.

ومن جهة أخرى يضيف التقرير أن أغلب المؤسسات التي تمت زيارتها، لا سيما خارج محور الرباط - الدار البيضاء - مراكش، تستعمل أرائك يعلوها الصعد وأفرشة إسفنجية منحورة مرتخية متسخة وأغطية بالية النقص في العناية بالأفرشة، الذي يمتد أيضا إلى خدمات أساسية أخرى، يعكس في عمقه عدم اهتمام المؤسسة بمرققي طب الأمراض العقلية. كما أن الجهود التي تبذل في جل المؤسسات من أجل ضمان النظافة والصيانة لم تنفع أبدا في حل هذا المشكل الذي أصبح بنيويا.

وبخصوص وجبات الطعام ومعدات المطبخ يؤكد التقرير أنه لإطعام المرضى المقيمين، تلجأ جل المؤسسات التي تمت زيارتها إلى خدمات متعهدين خارجيين قلما يهتمون بالمستلزمات الغذائية الأساسية. ففي العديد من المؤسسات، تقدم الوجبات في أطباق بلاستيكية رديئة الجودة، ومن جهة أخرى، لوحظ



أن الأواني المستعملة في المطبخ في حالة يرثى لها، ففي مستشفى برشيد مثلا تستعمل أفران غازية قديمة وطلانجر يطهى فيها الطعام منذ عشرات السنين.

وبخصوص حمامات ومراحيض فإن التقرير أكد أنه في معظم المؤسسات التي تمت معاينتها، توجد الحمامات ودورات المياه في حالة جد مقهورة ويرجع ذلك أساسا إلى التجهيزات غير الملائمة وعدم صيانة الصنابير وأنابيب المياه وسوء استعمال هذه المرافق. فالروائح الكريهة التي تنبعث من المراحيض والحمامات (التي غالبا ما تكون مخخوقة بأشياء مختلفة) تفسد بالكرامة الإنسانية ويصعب معها تحمل ظروف العيش والعمل داخل هذه المؤسسات، سواء بالنسبة للمرضى أو العاملين بها.

كما سجل التقرير نقصا في خدمة غسل الملابس حيث أغلب المؤسسات لا تتوفر على خدمة داخلية لغسل ملابس المرضى. فعلى مدى سنوات عديدة، لم تتوفر بعض هذه المؤسسات على الآلات غسل. ونذكر على سبيل المثال مؤسسة برشيد التي كانت تقوم بغسل ملابس مرضاها باليد ولا تتوفر إلى حد الآن إلا على أربع آلات غسل. وقد لاحظت البعثة أن ملابس المرضى في أغلب المؤسسات متسخة لعدم توفرهم على ملابس كافية للتغيير وعدم غسل ملابسهم بصفة منتظمة.

ولاحظ الفريق الزائر أيضا أن العلاجات المقدمة للمرضى في أغلب المرافق، سواء أثناء الإقامة في المستشفى أو خارجها، بسيطة وكلاسيكية تقريبا، ولا يتم بذل أي جهد لتطوير طرق أكثر حداثة وسوائل علاج مرنة.

وباستثناء عدد قليل من المؤسسات، خصوصا تلك التابعة إلى مراكز

استشفائية جامعية، تعتبر الوجبات المقدمة للمرضى غير كافية وغير متوازنة. وغالبا ما تلجأ المستشفيات إلى شركات خاصة تزودها بالغذاء، بيد أن هذه الأخيرة لا تأخذ في الاعتبار المعايير الغذائية ولا الاحتياجات الخاصة للمرضى وعلاجهم.

كما سجل التقرير:

\* ندرة مواد التطهير والتنظيف اللازمة لضمان نظافة المرتفقين؛

\* قلة استحمام المرضى؛

\* سوء حالة الملابس التي يرتديها المرضى؛

\* ندرة المواد المخففة والمعدات اللازمة لتنظافة المكان؛

\* الحالة المزرية للمراحيض والحمامات؛

\* انتشار الأوساخ والروائح النتنة. أكد التقرير أنه غالبا ما يتم إهمال وتجاهل الاضطرابات النفسية والسلوكية التي تحدث خلال مرحلة الطفولة والمراهقة، رغم أنها قد تعيق نمو الفرد، حيث يمكن أن تكون لغياب العناية والرعاية الصحية في هذه السن عواقب مرضية واجتماعية واقتصادية خطيرة.

وتبقى المصالح الطبية بصفتها التقرير التي تعنى بمعالجة الإدمان غير كافية مقارنة مع نقشي مشكل الإدمان على الكحول والمخدرات. كما يُفشل هذه المصالح بعيدة المنال عن المدمنين المعوزين، فكتيرون هم المدمنون الذين لا يجدون لا الوسائل ولا المؤسسات التي من شأنها أن تضع حدا لعاداتهم.

قدم تقرير بعثة التقصي والبحث حول المؤسسات الاستشفائية المكلفة بالرعاية ومعالجة الأمراض العقلية وحماية الأشخاص المصابين بأمراض عقلية والذي تم تقديمه أول أمس بمجلس النواب في إطار ندوة نظمها فريق التقدم الديمقراطي، صورة صادمة عن وضعية مستشفيات الأمراض العقلية بالمغرب.

وفي هذا الإطار، أكد التقرير المذكور غياب وسائل الأمن من قبيل أدوات إطفاء الحرائق غير كافية إن لم تكن منعدمة، وهي في جميع الأحوال لا تستجيب لمتطلبات هذا النوع من المؤسسات، بل إن بعضا من هذه الأخيرة لا تتوفر حتى على خط هاتفي داخلي يمكن العاملين من التواصل فيما بينهم في الحالات الاستعجالية.

وعلى صعيد آخر، أكد ذات التقرير أن وسائل المراقبة تتعدم في أغلب المؤسسات التي تمت زيارتها. فبالإضافة إلى سوء تصميم هذه المؤسسات ورداءة جودة النوافذ الزجاجية والقضبان، فإن غياب التجهيزات الخاصة بالمراقبة يتسبب في وقوع حالات انتحار يمكن تفاديها، كما يتسبب في هروب المرضى بطريقة سهلة وشجارات بين المرضى المقيمين وتهجمهم على الطاقم الطبي.

فعلى سبيل المثال، لوحظ في مستشفى إنزكان للأمراض العقلية أن تصميم عتبر المرضى على شكل بطير نصف دائري مغلق يحول دون ضمان مراقبة فعالة، وبالتالي فهو لا يتلاءم تماما مع

## الصحة النفسية والعقلية تحت مجهر فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب

# ضرورة مراجعة القانون الخاص بالوقاية من الأمراض العقلية والنفسية، وملاءمته مع المعايير الدولية

محمد ياسين

شهد اليوم الدراسي الذي نظمه فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب، أول أمس الأربعاء، على أنه من الضروري مراجعة الإطار القانوني والتشريعي الخاص بالوقاية من الأمراض العقلية والنفسية، وملاءمته مع المعايير الدولية.

واعتبر رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس البرزي، أن العمل مع المؤسسة التشريعية بشكل إحدى الركائز الأساسية في فلسفة المجلس مشيراً إلى أن إنجاز تقرير حول واقع الصحة العقلية والنفسية بالمغرب يدخل في إطار الاختصاصات الموطأة بالمجلس.

وقال البرزي إن مشاركة المجلس الوطني لحقوق الإنسان تأتي مساهمة منه في النقاش العمومي الهادف إلى الترتيل الفعلي لمقتضيات الدستور، وخصوصاً منها المتعلقة بحقوق الإنسان.

وإبرزت نزهة الصقلي، عضو فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب، التي ترأست أشغال اليوم الدراسي الذي نظم حول «أية معالجة لواقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب» في افتتاح أشغال الملتقى أن تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الموضوع يكتسي أهمية بالغة للمواطنين، في مجال التشريع والمراقبة. مضيفة أن دعوة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان لمناقشة التقرير يندرج في إطار مقتضيات الدستور الذي ينص على أن المؤسسات الوطنية تقدم تقاريرها أمام المؤسسة التشريعية.

وتكررت نزهة الصقلي بأن تنظيم فريق التقدم الديمقراطي لليوم الدراسي يرمي إلى فتح فضاء للحوار بين مختلف الفاعلين ومختلف المؤسسات، من حكومة

وبرلمان وهيئات المجتمع المدني المهتمة بحقوق الإنسان من أجل المساهمة في النقاش حول القضايا ذات الأولوية. وفي كلمته باسم فريق التقدم الديمقراطي قال رشيد روكبان، رئيس الفريق، إن اختيار موضوع الصحة النفسية والعقلية تابع من الوعي بالمشاكل والاختلالات التي يعاني منها القطاع، بالإضافة إلى الأوضاع «الكارثية والصعبة» التي يعرفها، والافتتاح المشترك بضرورة تجاوز الوضعية الحالية.

وشدد روكبان على أن الوضع بات يستدعي إيجاد الإجابات والحلول لتجاوز الواقع الحالي، ليس فقط على مستوى الخدمات التحتية أو الموارد البشرية فحسب، وإنما أيضاً من حيث الفئات المستهدفة، والإطار التشريعي والقانوني المطر للقطاع، وكذلك من حيث التوزيع الجغرافي لتبنيات الاستقبال الخاصة بالمصابين بهذه الأمراض.

وأوضح أن الغاية من تنظيم اليوم الدراسي، انطلاقاً من التقرير الهام والقيم للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، يروم الوقوف على الوضعية الحقيقية للبيئات التحتية المخصصة للأمراض العقلية والنفسية، والأسباب التي تقف وراء الوضعية الكارثية التي توجد بها، وموقع الصحة العقلية والنفسية في أولويات التوجهات الحكومية، وبالأخص وزارة الصحة، وموقع بعض الفئات من الخدمات الصحية في هذا المجال. كما أن اليوم الدراسي يؤكد رشيد روكبان بهدف إلى ملاءمة الاقتراحات التي تقدمت بها وزارة الصحة للنهوض بالصحة العقلية والنفسية.

وفي كلمته إلى اليوم الدراسي أكد وزير الصحة الحسين السوردي استعداد الوزارة لتعزيز الأسس الهيكلية للصحة العقلية، واعتماد مناهج وإجراءات من أجل مكافحة التمييز والوصم للمرض العقلي أو المرضى العقلين.



جانب من اللقاء.

تصوير: رضوان موسى

وأشار وزير الصحة في كلمته التي تلاها بالنبأ عنه رئيس ديوانه، سعيد الفكاك، إلى أن العطايات المتوفرة لدى نفاوس الخطر منذ 2005، عقب نتائج المسح الوطني للسكان الذي أجري بالتعاون مع المنظمة العالمية للصحة، والتي جعلت من الصحة العقلية مشكلاً حقيقياً بالمغرب، بالإضافة إلى أن التطورات الاجتماعية والاقتصادية بالبلاد تعتبر من المؤشرات التي تؤثر على العبء المتعلق بالأمراض العقلية.

وأكد سعيد الفكاك باسم وزير الصحة أنه رغم الجهود المبذولة إلا أن قطاع الصحة العقلية يعاني من افتقار شديد للموارد البشرية المختصة، ومفارقات كبيرة على مستوى التغطية الجغرافية للولوج إلى العلاج، مشيراً أن المغرب ملزم باحترام حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دولياً، وبتطبيق جميع الاتفاقيات المصادق عليها في هذا المجال، وخصوصاً تثبيت محاور أساسية تخص مجال الصحة العقلية، من خلال محاربة كل أشكال التمييز والوصم الذي قد يطال المصابين بالأمراض العقلية، واتخاذ برامج مستجدة ومهيكلت للقطاع بالعلاج والتكفل بالمرضى، وتطوير الاختصاصات ودعم الكفاءات البشرية وتطوير المساطر المؤطرة للقطاع.

ورغم أن المغرب يتوفر على قانون خاص بوقاية ورعاية الأشخاص المصابين بأمراض عقلية، إلا أن هذا القانون، حسب وزير الصحة، أصبح متجاوزاً، وهو ما حدا بالوزارة إلى اعتماد مقاربة تشاركية لمراجعة وتعديل القانون الذي يعود إلى 1959.

ووضعت وزارة الصحة مخططاً يهتم بالصحة العقلية يعتمد على الفترة 2012 إلى 2016 يروم تعزيز الأسس الهيكلية للقطاع ووضع مخططاً استراتيجياً للنهوض به، بهدف إلى تحسين جودة الخدمات عبر التراب الوطني، وتقريب الخدمات الصحية من المواطنين.

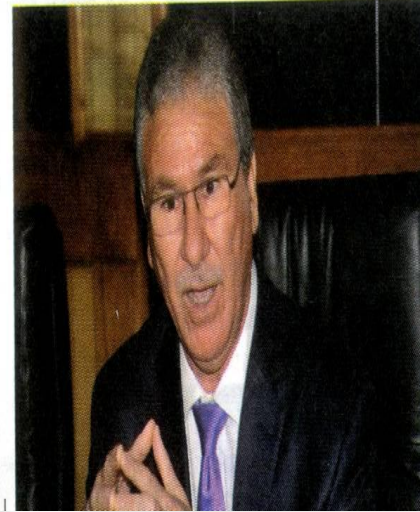
# La santé mentale hante les députés de la majorité

- Une journée d'étude animée par le PPS et ses alliés parlementaires est organisée pour définir une feuille de route pour la santé mentale d'ici 2016
- Les faibles dotations restent inquiétantes, elles ne dépassent pas les 85 MDH

PAR YOUNESS BENNAJAH

Le groupe du Progrès démocratique au sein de la Chambre des représentants a ouvert le bal des journées d'étude programmées au cours de cette session d'automne. La parti du ministre de la Santé s'est focalisé sur l'une des thématiques les plus discutées actuelle-

ment au sein du département d'El Hossein El Ouardi : la santé mentale. Le débat qui a pu réunir les députés de l'opposition a permis de tracer les grandes priorités du gouvernement pour améliorer les services sanitaires adressés à cette catégorie de malades de plus en plus nombreuse à demander un traitement au sein des centres de santé. «Effectivement, des contrastes subsistent au ni-



## Le département d'El Ouardi a programmé 800 nouveaux lits pour atteindre une capacité litière de 3.000 lits avant la fin 2016.

veau de la carte sanitaire, nous accusons un manque en ressources humaines», a admis le ministre de la Santé. «Le ministère a programmé 800 nouveaux lits pour atteindre une capacité litière de 3.000 lits avant la fin 2016». 4 nouveaux services pour la pédopsychiatrie seront mis en place en partenariat avec le département de l'Enseignement supérieur, afin de pouvoir former 30 médecins spécialistes annuellement. Les suggestions des députés ont tourné autour des nouvelles exigences constitutionnelles du droit d'accéder aux services sanitaires, ainsi que sur la révision à la hausse des dotations budgétaires accordées aux services spécialisés. Même si 150.000 malades ont pu bénéficier gratuitement des médicaments au cours de cette année 2012, les parlementaires ont appelé à entamer de manière urgente des actions en vue de sensibiliser les décideurs, mais aussi la société civile sur «le droit des malades mentaux à disposer d'une prise en charge respectueuse de leur dignité et de leur citoyenneté», a indiqué le président du groupe du Progrès démocratique à la 1re Chambre, Rachid Roukbane.



## "بطاس" يصف مصالغ الطب النفسى بالمهملة ووزير الصحة يعد بتدارك الخصاص

### ● سناء القويطي

قال الدكتور عمر بطاس عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن مصالغ الطب النفسى فى المستشفيات تعيش حالة من الإهمال واللامبالاة لكون مسيرى المستشفيات يعتبرونها مصالغ بدون مردودية وغير منتجة بالنظر لكون العلاج فيها يكون مجانا بنص قانون 1959، لذلك لا يتم إيلاء هذه المصالغ العناية اللازمة عكس المصالغ الأخرى، وأضاف بطاس فى مداخلته خلال لقاء دراسى فى موضوع «أية معالجة لواقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب»، نظمته فريق التقدم الديمقراطى بمجلس النواب بتعاون مع وزارة الصحة والمجلس الوطنى لحقوق الإنسان أول أمس الأربعاء بالرباط، أن مسيرى المستشفيات يعتبرون أن إجراء 20 عملية جراحية بمداخل أفضل من الاستثمار فى العلاج النفسى الذى يكون مكلفا جدا وبلا مداخل، مسجلا بالتالى ضعف الخدمات المقدمة وسوء ظروف الحياة التى يخضع لها المرضى أثناء الاستشفاء وكذا ضعف التجهيزات والموارد البشرية.

ودعا بطاس إلى اجتهاد تشريعى لتشجيع الاستثمار الخاص فى مجال الصحة النفسية والعقلية، مشيرا إلى أن القانون الحالى الذى يعود إلى سنة 1959 متجاوزا ولا يتلاءم مع الوضع الحالى، إذ يشترط لفتح مصحة خاصة التوفر على قاعة للعمليات الجراحية فى حين أن هذه القاعة لا محل لها فى الطب العقلى. كما دعا بطاس إلى إقرار النظام الأساسى للمرضى المختصين فى الطب النفسى، لأن ذلك من شأنه توفير الحماية اللازمة لهم.

من جهته انتقد الدكتور موحى يوسف مدير سابق لمستشفى برشيد للأمراض العقلية، غياب تحديد دقيق لوظيفة المستشفيات المتخصصة فى الأمراض العقلية، وقال إن غياب هذا التحديد يجعل المستشفيات تقع فى مواقف غريبة ومن هذه المواقف يقول موحى «فى كل زيارة رسمية يقوم عناصر الأمن بجمع المرضى العقلين من الشوارع ويطلبون من المستشفى الاحتفاظ بهم خلال فترة الزيارة» وتساءل موحى «هل المستشفى دوره العلاج أم الإيواء؟»، وأضاف أنه لا يوجد قانون يحدد الجهة المسؤولة عن نقل المريض إلى المستشفى، فالوقاية المدنية والشرطة والدرك يعتبرون نقل مريض عقلى يوجد فى حالة هستيرية فى الشارع ليس من اختصاصهم، مؤكدا على ضرورة تبني إرادة سياسية لإعطاء الأولوية للصحة العقلية.

البقية ص: ③





## تتمت الصفحة الأولى

# البرلمان يناقش وضعية الصحة العقلية بالمغرب

وقالت الدكتورة فاطمة أصواب، رئيسة مصلحة الأمراض العقلية بوزارة الصحة، بأنه بسبب الوصم الاجتماعي، لا يقبل الطلبة الأطباء التخصص في مجال الطب العقلي رغم وجود مناصب مالية، مضيعة خلال اللقاء ذاته، أن الصحة العقلية والنفسية تعتبر حاليا أولوية بالنسبة للوزارة إذ تم تخصيص 35 مليون درهم سنة 2012 لتطوير ورفع مستوى مرافق الأمراض العقلية، و50 مليون درهم لاقتناء الأدوية الأساسية.

وإذا كان البحث الميداني الذي أجرته وزارة الصحة حول الصحة النفسية والعقلية في الفترة 2004-2003، قد أظهر أن 48 بالمائة من المغاربة يعانون من اضطراب نفسي، فإن المغرب لا يتوفر سوى على 2234 سرير تتوزع على 4 مراكز جامعية و 6 مستشفيات مختصة و 20 مصلحة مدمجة بالمستشفيات العامة فيما يتوفر 80 مركزا صحيا على استشارات الصحة النفسية وفيما يخص محاربة الإدمان توجد 2 مصالح سريرية متخصصة في علاج الإدمان تتوفر على 32 سريرا بمركزين بالدار البيضاء و سلا بينما توجد 4 مراكز لعلاج الإدمان في مدن أخرى.

وبخصوص الموارد البشرية فإن المغرب يتوفر لحد الآن على 197 طبيب نفسي أي 0.63 بالمائة لكل 100 ألف نسمة و753 ممرض مختص أي 2.44 لكل 100 ألف نسمة.

وزير الصحة الحسين الوردي قال في مداخلة التي تليت بالنيابة عنه، إن الوزارة ستعمل على تدارك الخصاص في الأسرة بهدف توفير ما يناهز 800 سرير لتعزيز القدرة الإيوائية على الصعيد الوطني في مجال الطب النفسي للانتقال من 2234 سرير إلى 3000 سرير قبل نهاية سنة 2016، مبرزا أن وزارة الصحة بصدد مراجعة وتعديل ظهير 1959 المتعلق بالصحة العقلية من أجل تحيينه طبقا للمواثيق الدولية في مجال حقوق الإنسان للمصابين بالأمراض العقلية ومن أجل جعله يواكب التطورات الحديثة في مجال التكفل بالمرضى العقلين.

## في المغرب الاسوياء حمقى و المجانين هم العقلاء

18/10/2012

حدد وزير الصحة الحسين الوردي، أمس الأربعاء، التأكيد على أن قطاع الصحة العقلية والنفسية بالمغرب يشكو من افتقار شديد للموارد البشرية المتخصصة وللموارد المالية، وكذا من مفارقات كبيرة بالنسبة للتغطية الجغرافية من حيث الولوج إلى العلاج، وذلك بالرغم من كل الجهود المبذولة خلال السنوات العشر الأخيرة.

وأبرز الوردي، خلال لقاء دراسي حول موضوع "أية معالجة لواقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب"، نظمه فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب بتعاون مع وزارة الصحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان اليوم بالرباط، أن المغرب لا يتوفر سوى على 197 طبيبا نفسيا و753 ممرضا مختصا، يتمركز 54 في المائة منهم في محور الرباط - الدار البيضاء.

وأضاف الوزير، في كلمة تليت بالنيابة عنه، أن قطاع الصحة العقلية والنفسية يتوفر فقط على 2234 سريرا موزعة بشكل غير متوازن على أربعة مراكز جامعية (636 سريرا) و6 مستشفيات مخصصة أي ما مجموعه 825 سريرا، و20 مصلحة مدمجة بالمستشفيات العمومية (773 سريرا) و80 مركزا صحيا يوفر استشارات في مجال الصحة النفسية، مشيرا إلى أن الميزانية المصاحبة لبرنامج الأمراض العقلية والنفسية برسم سنة 2012 لا تتعدى 35 مليون درهم بالنسبة لتطوير ورفع مستوى مرافق الأمراض العقلية و50 مليون درهم للأدوية.

وفي ما يتعلق بالمراكز المختصة في علاج الإدمان، فقد أشار السيد الوردي إلى أن الوزارة عملت مع شركائها وخاصة مؤسسة محمد الخامس للتضامن على إنجاز مصلحتين سريريتين متخصصتين في علاج الإدمان (32 سريرا بمركزين بالدار البيضاء وسلا) وثلاثة مراكز لعلاج الإدمان بكل من وجدة والرباط وطنجة تعتمد على أربع فرق للتدخل عن قرب للوقاية من أضرار الإدمان.

وأكد الوردي أن الوزارة تعمل من خلال مخطط 2012-2016 للنهوض بقطاع الصحة العقلية والنفسية، على تدارك الخصاص المسجل في الموارد البشرية من خلال تعزيز التكوين الأساسي ورفع وتيرة التكوين المستمر المهني للصحة العاملين في مجال الصحة النفسية عبر تكوين 30 طبيبا نفسيا سنويا، و185 ممرضا وممرضة سنويا متخصصين في الطب النفسي وإحداث أربعة أقسام جامعية للطب النفسي للأطفال والمراهقين وتوسيع التخصصات المهنية في مجال الصحة النفسية، واعتماد قانون تنظيمي المهنة الأخصائيين النفسيين.

وأضاف أن الوزارة ستعمل أيضا على تدارك الخصاص في الأسرة بهدف توفير ما يناهز 800 سرير لتعزيز القدرة الإيوائية على الصعيد الوطني في مجال الطب النفسي للانتقال من 2234 سرير إلى 3000 سرير قبل نهاية سنة 2016، من خلال على الخصوص، إنهاء مشروع إنشاء أربعة مستشفيات جهوية متخصصة (120 سريرا لكل وحدة) وإحداث 22 مصلحة لمعالجة الأمراض العقلية والنفسية بالمستشفيات متعددة التخصصات، إلى جانب بدء العمل بثلاثة مراكز لمعالجة الإدمان التي تم إنشاؤها خلال السنة الجارية بكل من تطوان ومراكش والناظور.

وعلى صعيد آخر، أبرز السيد الوردي أن وزارة الصحة بصدد مراجعة وتعديل ظهير 1959 المتعلق بالصحة العقلية من أجل تحيينه طبقا للمواثيق الدولية في مجال حقوق الإنسان للمصابين بالأمراض العقلية، ومن أجل جعله يواكب التطورات الحديثة في مجال التكفل بالمرضى العقلين وأيضا موازاة مع السياق الوطني الحالي والتوجهات نحو تعزيز وترسيخ الديمقراطية وحقوق الإنسان.

وبمناسبة هذا اللقاء الدراسي، استعرض السيد عمر بطاس، عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أهم خلاصات وتوصيات تقرير المجلس حول واقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب، والتي شددت بالخصوص على ضرورة القيام في إطار مسلسل تشاركي بتغيير قانون 30 ابريل 1959 بما ينسجم مع المعايير الدولية ويتكيف مع الأوضاع الجديدة للصحة العقلية بالمغرب، والتبني العاجل لسياسة عمومية للصحة العقلية متميزة ومتكاملة ومراجعة القانون المتعلق بفتح العيادات الخاصة مع مراعاة خصوصية الطب النفسي، وإقرار النظام الأساسي للممرضة والممرض المختصين في الطب النفسي.

ومن ضمن الملاحظات العامة التي تضمنها تقرير المجلس، الذي يرصد وضعية 20 مؤسسة استشفائية خاصة بالأمراض العقلية بمختلف جهات المملكة، غياب التخصصات الضرورية في مجال الطب النفسي، وسوء نوعية الخدمات الطبية المقدمة لمستعملي الطب النفسي وشروط الحياة التي يخضعون لها أثناء الاستشفاء، والوصم العام للمرضى العقليين ولعلاجهم أيضا، وعدم ادماج مقارنة النوع في القضايا المتعلقة بالصحة العقلية فضلا عن تقادم الاطار القانوني في المجال.

وبدورها أكدت الدكتورة فاطمة أصواب، رئيسة مصلحة الأمراض العقلية بوزارة الصحة، في عرض لها، أن الصحة العقلية والنفسية تعتبر حاليا أولوية بالنسبة للوزارة، مشيدة بتقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان لأنه يستجيب لمطلب المهنيين المتعلق بإدماج الجانب الحقوقي في التعاطي مع الصحة العقلية والنفسية.

وأشارت إلى أن نتائج المسح الوطني للسكان الذين تتراوح أعمارهم 15 سنة فما فوق (2003-2006)، أظهرت أن 26,5 في المئة من الأشخاص الذين تتراوح أعمارهم 15 سنة فما فوق يعانون من الاكتئاب، وأكثر من 200 ألف شخص من أمراض الفصام، مبرزة أن الإدمان على الكحول يمثل 1,4 في المئة (حوالي 300 ألف مواطن)، والإدمان على المخدرات 2,8 في المئة (600 ألف شخص).

وأكدت باقي التدخلات، خلال هذا اللقاء الدراسي الذي تميز بحضور رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان والكاتب العام للمجلس السيد إدريس اليزمي ومحمد الصبار وكذا فعاليات من المجتمع المدني وأطباء متخصصين في الأمراض العقلية والنفسية، على أهمية تقرير المجلس الذي يقدم صورة واضحة حول حجم ونوعية الاشكالات التي يعرفها القطاع، داعين إلى تجاوز هذه الاشكالات وتوفير الموارد البشرية والمالية الكافية للقطاع.

## اليزمي يطالب حكومة بنكيران بالمصادقة على إلغاء عقوبة الإعدام (+شهادة مؤثرة لمناضلة لبنانية)

دعا إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الجلسة الافتتاحية للمؤتمر الإقليمي لإلغاء عقوبة الإعدام التي احتضنتها قاعة المكتبة الوطنية بالرباط، مساء اليوم الخميس 18 أكتوبر، حكومة بنكيران إلى إلغاء عقوبة الإعدام من القانون المغربي، كما طالب الحكومة بالتصويت على توصية إلغاء هذه العقوبة بالأمم المتحدة.

وأكد اليزمي في كلمته، أنه بصفتها رئيس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان وعضو في الهيئة الوطنية المكلفة بإصلاح القضاء، سي طرح قضية إلغاء عقوبة الإعدام من منظومة العدالة المغربية من داخل الهيئة، ووصف اليزمي عقوبة الإعدام بأنها "عقوبة غير ناجعة وغير إنسانية وعقوبة مشينة يجب أن تختفي من القوانين"، مشيراً إلى أن هناك توجه عالمي لإلغاء هذه العقوبة احتراماً لكرامة الإنسان.

ودعا المشاركون في المؤتمر الإقليمي لإلغاء عقوبة الإعدام الذي تحتضنه الرباط ما بين 18 و 20 أكتوبر الجاري، إلى ضرورة تكثيف الجهود لإلغاء هذه العقوبة التي أجمع كل المتدخلين على أنها عقوبة غير إنسانية وتمس الحق المقدس في الحياة، وتمثل انتهاكاً للحق في الحياة المنصوص عليه في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان.

ويندرج هذا المؤتمر الذي يعرف مشاركة ممثلو الحكومات وأعضاء منظمات المجتمع المدني والمنظمات الحقوقية بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، في إطار التحضير للمؤتمر العالمي الذي سينعقد بمدينة مدريد الإسبانية. وذكر المنظمون أن منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، تشهد تنفيذ 21 في المائة من حالات الإعدام على مستوى العالم، وتحتل المرتبة الثانية عالمياً بعد آسيا.

## تفعيل الأندية الحقوقية بمؤسسات التعليم الثانوي التأهيلي موضوع يوم تشاوري جهوي بوجدة

18.10.2012

وجدة/18 أكتوبر 2012/ومع/ شكل موضوع استراتيجية تفعيل أندية المواطنة وحقوق الإنسان بمؤسسات التعليم الثانوي التأهيلي بالجهة الشرقية، موضوع اليوم التشاوري الجهوي الذي تنظمه اليوم الخميس بوجدة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بوجدة - فجيح، بشراكة مع الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين.

ويروم هذا اللقاء العمل على تفعيل دور الأندية الحقوقية بمؤسسات التعليم الثانوي التأهيلي قصد المساهمة في النهوض بثقافة حقوق الإنسان على مستوى الجهة الشرقية، وذلك من خلال إشراك جميع الفاعلين المؤسساتيين والمدنيين الجهويين والانفتاح على كافة المعنيين والمهتمين المحليين بهذا المجال.

وأبرزت كلمات افتتاحية للمشاركين في هذا اليوم التشاوري الدور الهام المنوط بقطاع التربية والتكوين في مجال النهوض بحقوق الإنسان، كقطاع استراتيجي لنشر وترسيخ قيم الكرامة والحرية والمساواة والتسامح لدى الناشئة وتعزيز ممارستها للمواطنة الكاملة والسلوك المدني، فضلا عن تحصينها ضد كل أشكال التمييز والتعصب.

وتوقفت عند الإنجازات التي راكمتها النوادي الحقوقية بالجهة الشرقية في مجال التحسيس والتكوين وتفعيل الحياة المدرسية ومساهمتها في خلق دينامية داخل الفضاء والحياة المدرسيين، سعيا منها إلى مأسسة هذه الأندية وضمان استدامة عملها وإنجازاتها وكذا تعزيز دورها في ترسيخ قيم المواطنة وحقوق الإنسان لدى الناشئة.

ويتوخى هذا اليوم الدراسي أيضا ملامسة أجوبة عملية عن الاستراتيجيات الكفيلة بترصيد ما تم إنجازه في إطار الخطة الاستراتيجية لقطاع التربية والتكوين في مجال التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بمؤسسات التعليم الثانوي، ومأسسة تجارب الأندية الحقوقية وضمان التنسيق بينها واستدامة أداؤها، بالإضافة إلى تعميم هذه التجارب على كل مؤسسات التعليم الثانوي التأهيلي والارتقاء بكفايات مؤطري النوادي الحقوقية بهذه المؤسسات التربوية.

وبهدف تقوية القدرات التكوينية لمنشطي الأندية الحقوقية بهذه المؤسسات التعليمية، تنظم على هامش هذا اللقاء ثلاث ورشات يوطرها أساتذة وأطر بكل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان والأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين واللجنة المركزية لحقوق الإنسان والمواطنة حول مواضيع تهم "الاستراتيجية والقضايا التنظيمية" و"المضامين والبرامج" و"تجربة المؤسسات التعليمية بالجهة في مجال الأندية الحقوقية".

وقد تميزت الجلسة الافتتاحية لهذا اليوم التشاوري، الذي يشارك فيه على الخصوص السادة محمد العمري رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بوجدة - فجيح، ومحمد أبو ضمير مدير الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين للجهة الشرقية، وسامر أبو القاسم عضو اللجنة المركزية لحقوق الإنسان بوزارة التربية الوطنية، والسيدة نزهة البرنوصي إطار بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بتوقيع اتفاقية شراكة بين اللجنة الجهوية والأكاديمية لوضع إطار عام للتعاون بين الطرفين في مجال النهوض بثقافة المواطنة وحقوق الإنسان وترسيخها في منظومة التربية والتكوين.

# Ouverture à Rabat des travaux d'un congrès régional sur la peine de mort

18.10.2012

Rabat, 18 oct. 2012 (MAP) - Les travaux d'un congrès régional sur la peine de mort se sont ouverts, jeudi à Rabat, avec la participation de représentants politiques et de la société civile dans la région MENA.

Organisé par l'association française "Ensemble contre la peine de mort" (ECPM), ce congrès, le premier du genre dans le monde arabe, constitue une étape essentielle de la préparation du 5ème congrès mondial prévu à Madrid en juin 2013.

A l'échelle de la région MENA, le congrès vise, selon les organisateurs, à établir une stratégie concertée grâce à une analyse précise des éléments de blocage et développer des argumentaires politiques, sociologiques et religieux en faveur de l'abolition de la peine capitale.

Il permettra de sortir les acteurs abolitionnistes locaux de l'isolement en favorisant la mise en réseau et renforcer les liens entre la société civile et les organisations régionales pour stimuler la création de mécanismes régionaux en faveur de l'abolition et favorisera les engagements politiques dans la région MENA en faveur de l'abolition.

Sur le plan international, les organisateurs estiment que ce congrès, qui rassemble environ 400 participants en provenance de 11 pays dont des avocats, des juristes, des parlementaires, des sociologues et des représentants de la société civile, garantira une place importante aux représentants de la région au 5ème congrès mondial de Madrid.

Intervenant à cette occasion, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, a indiqué que la condamnation à la peine de mort est en contradiction avec la liberté et la dignité de l'Homme, mettant en avant le caractère irréversible de la peine capitale d'autant que des personnes exécutées sous un régime donné peuvent être ensuite reconnues innocentes à la faveur d'un changement de gouvernement.

Selon M. El Yazami, l'incertitude humaine et les jugements arbitraires ont un effet sur toutes les décisions judiciaires. Or, a-t-il poursuivi la peine de mort crée une situation qui ne peut être modifiée ou corrigée. Les personnes exécutées ne peuvent être ainsi indemnisées pour la perte de leur vie.

"Le caractère irréversible de la peine de mort réfute l'idée qui consiste à croire que la réhabilitation et la réinsertion des coupables dans a relevé que partout l'expérience montre que les exécutions ont un effet déshumanila société est toujours possible. Et par conséquent la peine capitale semble aux antipodes de la liberté et de la dignité", a-t-il estimé.

Après avoir qualifié la peine capitale d'"inhumaine", M. El Yazami sant sur les personnes qui y participent. Nulle part, il n'a été démontré que la peine de mort faisait baisser la criminalité ou les violences.

Le recours à la peine de mort, ajoute M. El Yazami, est "arbitraire et inéquitable malgré l'existence de sauvegardes judiciaires élaborées".

Pour le directeur général de l'association française ECPM, Raphael Chenil-Hazan, l'objectif de congrès est de pousser l'ensemble des pays du monde à prendre des mesures pour abolir la peine de mort. De telles mesures, a-t-il dit, sont considérées comme un progrès vers la jouissance du droit à la vie.

Il a, par ailleurs, expliqué que le choix du Maroc pour l'organisation de ce congrès n'est pas fortuit. Le Royaume, a-t-il fait remarquer, est au carrefour de toutes les cultures et son unité est construite notamment par la convergence de ses communautés arabo-islamique et amazighe. Il est aussi au carrefour entre le monde arabe, l'Afrique et l'Europe, a-t-il ajouté.

"C'est le meilleur endroit pour faire passer les valeurs universelles", a poursuivi M. Chenuil-Hazan, qui est également vice-président de la Coalition mondiale contre la peine de mort.

Le congrès de Rabat cible les régions du Moyen-Orient et l'Afrique du nord, et de l'Afrique sahélienne à majorité musulmane. Il intégrera les pays leviers de la région nord-africaine et du Moyen- Orient. Il s'élargira aussi aux pays de l'espace sahélien en moratoire qui sont à la frontière avec le monde arabe et possède des caractéristiques communes.

Les acteurs présents travailleront également sur une approche thématique autour de la compatibilité des préceptes islamiques et de l'abolition de la peine de mort, indique M. Chenuil-Hazan. (MAP). BD---Couv. BW.

أخبار جهوية  
18/10/2012

تطوان/ تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بشراكة مع جمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين و جمعية الحمامة البيضاء لحماية الشباب المعاق يوم الأحد المقبل بتطوان، يوما دراسيا حول "الحق في الدمج الشامل للأطفال ذوي الإعاقة في التربية والتعليم".

ويأتي هذا النشاط ، حسب المنظمين، "دعما لدور المجلس الوطني لحقوق الإنسان بجهة طنجة-تطوان في العمل من أجل حماية والنهوض بحقوق الإنسان بشكل عام وحقوق الأشخاص ذوي الإعاقة، وفي إطار تفعيل خطة عمل اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالجهة".

كما يندرج تنظيم هذا اليوم الدراسي في إطار "اقتناع الأطراف المنظمة له بأهمية الموضوع و بالإكراهات المحيطة به وبتشعب المشتغلين والمهتمين به، وأيضا بأهمية تحويل هذه القناعات إلى توحيد وجهات النظر بين كل المتدخلين للنهوض بهذا الحق و حمايته، مع الاستفادة من سياق التحولات الوطنية ومن مقتضيات الدستور التي تضمن الكرامة وتكافؤ الفرص بين مختلف شرائح المجتمع".

وأشار بلاغ للمنظمين أن المشاركين في اليوم الدراسي سيسلطون الضوء على مبادرات حماية حق تدرس الأطفال في وضعية إعاقة والإشكالات القائمة لدى المشتغلين في مجال التربية لمواجهة هذا التحدي.

وسيناقش المشاركون في هذا اليوم الدراسي عدة محاور للنقاش منها "الدمج المدرسي ورهانات تحقيق حماية حق تدرس الأطفال ذوي الإعاقة"، و"تأصيل حق تربية وتعليم الأطفال ذوي الإعاقة"، و"رهانات تحقيق مبدأ عدم التمييز"، مع تقديم تجربة "جمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين بتطوان" في مجال الدمج المدرسي والمقاربات التعليمية والتربوية.





## معتقل سابق يطالب بالاستفادة من الإدماج

من السجن دخلت في دوامة جديدة من المعاناة النفسية والمادية المترتبة عن فترة السجن، وصرت كذلك أعاني مرضا مزمنًا يتطلب علاجًا مستمرًا، وأنه وبالنظر لتقدم سني فقد صرت في الآن نفسه عالية على نفسي وعلى أسرتي الفقيرة.

وحيث أنني سبق وأن كُونت ملفًا أمام مجلسكم الموقر تحت رقم 1926-مقرر عدد 5397 من أجل جبر الضرر، ومنح لي حينها تعويض لا يمكنه أن يلبي احتياجاتي كمريض أنهكه الاعتقال حتى أصبح عاجزًا عن مزاولة مهنته الأصلية كنجار، كما لم استفد تبعًا لذلك من أي إدماج اجتماعي أو صحي.

لذلك، وتبعًا لمراسلتي السابقة لمجلسكم الموقر، واعتبارًا لظروفي الصحية والأسرية المزمنة، فإني « التمس منكم تمكينني من إدماج اجتماعي وصحي يصون كرامتي، مع الأخذ بعين الاعتبار حاجتي الماسة لتعويض إضافي أعيل به أسرتي الفقيرة في ما بقي لي من عمر في هذه الحياة ».

يتوجه المسمى علال عبدلاوي، معتقل سابق إبان أحداث 1984 بالناظور، حالته متزوج، المزداد سنة 1943، بدون عمل، رقم بطاقته الوطنية 14237 س، الساكن بزنقة 202 رقم الدار 15، عاريض، الناظور، برسالة مفتوحة إلى الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، ملتتمسًا تمكينه من إدماج اجتماعي يعينه على تجاوز وضعيته الفقيرة المترتبة عن ما لحقه من ضرر مادي ومعنوي خلال فترة اعتقاله وبعدها. جاء في الرسالة المفتوحة التي توصلت بها الصباح: يشرفني أن اعرض عليكم السيد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أنني من ضحايا الأحداث الأليمة لسنة 1984، إذ تم اعتقالني والزج بي في السجن وصدر الحكم ضدي بخمس سنوات حبسًا نافذًا، مما جعلني أترك محل النجارة الذي كان مورد أسرتي الوحيد، وخسرت الديون المترتبة في ذمة المتعاملين معي، كما أنني تركت خلفي أربعة أبناء لا حول لهم ولا قوة. ويضيف صاحب الرسالة: بعد خروجي